



C

ECI



CENTRE D'ÉTUDE ET DE
COOPÉRATION INTERNATIONALE

RAPPORT ANNUEL 2007

La mission du CECI est de combattre la pauvreté et l'exclusion.
À cette fin, le CECI « renforce les capacités de développement
des communautés défavorisées ; il appuie des initiatives de paix,
de droits humains et d'équité ; il mobilise des ressources
et favorise l'échange de savoir-faire.

Mot du président et du directeur général

S'INFORMER, PARTICIPER, AGIR

AGRICULTURE

DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ

ÉTATS FINANCIERS et notes complémentaires

ÉDUCATION NON FORMELLE

FEMMES ET DÉVELOPPEMENT

GOVERNANCE ET SÉCURITÉ

UNITERRA

Bureaux du CECI | Donateurs | Membres



MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour les droits des femmes !

« J'EXISTE! »

Nous l'avions rencontrée dans une classe d'alphabétisation bondée de la région de Dandeldhura au Népal. Elle ne connaissait pas son âge, mais elle semblait avoir au moins soixante-dix ans. Elle nous a montré fièrement son cahier d'écriture où elle a pointé du doigt quelques caractères népalis. « *Durga* », c'était son nom. Elle nous a ensuite dit : « *Depuis que je sais écrire mon nom... j'existe !* ».

Comme Durga, les deux tiers des analphabètes dans le monde sont des femmes. En Afrique subsaharienne, l'inscription des filles à l'école secondaire n'atteint même pas 30%. L'inégalité entre les hommes et les femmes est encore très répandue. Malgré des progrès indéniables en éducation ou en santé, ils sont encore trop lents selon le Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme. Dans bien des familles pauvres, on préfère donner priorité à l'éducation des garçons et garder les filles à la maison pour les tâches domestiques. Le prix à payer est terrible pour celles-ci.

Il y a 1,5 milliard de personnes, dont 70% sont des femmes, qui vivent avec moins d'un dollar par jour. Les femmes font entre 60% et 80% du travail agricole, mais elles n'obtiennent que 1% du crédit agricole mondial. Les femmes sont largement exclues de la place publique. Leur proportion dans les parlements de la planète a augmenté, mais la moyenne globale ne dépasse pas 16%. ▶



Pierre Racicot
Président du Conseil d'administration

Michel Chaurette
Directeur général

2007



ÉGALITÉ



Les statistiques sur la pauvreté et l'exclusion des femmes et des filles sont choquantes. Nous ne pouvons y rester indifférents. Nous disons non au *statu quo*.

LE DÉFI DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

C'est ainsi que le CECI a épousé la cause de dizaines d'organisations locales qui travaillent à l'égalité entre les hommes et les femmes. Des groupes comme la Coalition Droits et Citoyenneté des Femmes au Mali militent pour une meilleure reconnaissance civique des femmes grâce à l'accès aux pièces d'état civil comme les certificats de naissance ou de mariage. La Coalition a directement contribué à augmenter le nombre des femmes qui se portent candidates aux élections, de sorte que le Mali peut se féliciter d'un taux de plus de 25 % de députées au Parlement... un meilleur résultat que le Canada.

En Haïti, les femmes sont souvent victimes de violence dans le contexte de pauvreté et d'instabilité qui marque le pays. Des associations comme SOFA et ENFOFANM jouent un rôle clé dans la défense des droits et la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces groupes peuvent compter sur l'appui du CECI. Même chose pour la FEDO, la *Feminist Dalit Organisation*, qui lutte contre la double exclusion touchant les femmes des basses castes et des minorités au Népal.

Le défi de l'égalité entre les femmes et les hommes concerne non seulement les groupes avec lesquels nous tissons des partenariats, mais aussi notre propre organisation. Douze ans après l'adoption de notre première Politique Femmes et Développement, force est de constater que la question de l'égalité est toujours à l'ordre du jour au sein même du CECI.

Nous sommes fiers de certains progrès en matière de parité hommes-femmes au CECI. Il y a alternance homme-femme à la présidence du Conseil d'administration dont cinq des onze membres sont des femmes. Nous comptons 60 % de femmes parmi nos volontaires. Le nombre de femmes augmente au sein de la Corporation. Mais avec un taux de 40 %, c'est encore insuffisant. Il y a place pour l'amélioration aussi dans les postes de direction, particulièrement sur le terrain.

UNE POLITIQUE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Le Conseil d'administration du CECI a donc choisi de mettre à jour sa Politique Femmes et Développement qui devient une **Politique d'égalité entre les femmes et les hommes**. Par cette politique, le CECI s'engage à mobiliser ses membres, son personnel, ses volontaires et ses partenaires en faveur des droits des femmes. Dans nos programmes comme dans notre organisation, nous préconisons des mesures concrètes favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes telles que l'approche genre et développement ou la discrimination positive. Nous entendons accentuer notre collaboration avec les organisations qui militent pour les droits des femmes. Nous maintiendrons notre vigilance sur de possibles reculs. ●

Le CECI et ses partenaires, résolument pour les droits des femmes !

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT **Pierre Racicot** · VICE-PRÉSIDENTE EXÉCUTIVE **Chantal Havard**
VICE-PRÉSIDENT À LA VIE ASSOCIATIVE **Jean-François Simard** · TRÉSORIÈRE **Sr Gisèle Leduc**
ADMINISTRATEURS-TRICES **Raymond Batrie, Christiane Beaulieu, Pierre Bélanger S.J., Michel Bélisle, Michèle Jodoin, Nancy Neamtan, François Vitez**
DIRECTEUR GÉNÉRAL **Michel Chaurette**

A

GIR



SE MOBILISER

Depuis trois ans, on constate un renouvellement significatif des membres du CECI, qui sont au cœur de la gouvernance de l'organisation. Au cours de la dernière année, les membres de la Corporation ont été invités à participer à plusieurs événements publics organisés par le CECI ou ses partenaires. Les membres ont constaté le dynamisme de l'organisation à travers des activités telles que La Foire de l'économie sociale et du commerce solidaire, la Conférence Promesse du millénaire, le Salon des métiers d'art de Québec, l'Université féministe d'été et les Citoyens du monde en action.

En plus des cent membres de la Corporation, le réseau des Amis-Amies du CECI favorise l'engagement au sein de l'organisation. Mis sur pied lors de l'assemblée générale annuelle de 2005, ce groupe mobilisé en faveur de la mission du CECI compte aujourd'hui plus de 150 personnes; d'anciennes et anciens volontaires et employés, des partenaires, des donateurs et des donatrices. Les Amis-Amies sont informés des activités de l'organisme et constituent un bassin de recrutement pour la Corporation. Ces personnes sont d'ailleurs invitées aux trois consultations sur les orientations futures du CECI qui auront lieu à Montréal, Québec et Gatineau en septembre 2007.

JANVIER 2007 — Luck Mervil, accompagné de sa fille Jahmila et de sa conjointe la comédienne Tania Kontoyanni, a visité des communautés du Guatemala. La famille a rencontré des volontaires Uniterra œuvrant auprès de partenaires qui développent des projets en commerce équitable et pour contrer la délinquance juvénile, en collaboration avec les villageois.

© TANIA KONTOVANNI

RENCONTRER

Les missions du Conseil d'administration sont des occasions uniques permettant à ses membres de constater les résultats du travail accompli sur le terrain, ainsi que la portée des valeurs et des orientations stratégiques du CECI. L'été 2006 aura été l'occasion pour Christiane Beaulieu, administratrice au sein du Conseil d'administration, de joindre la mission *Amitiés et reconstruction Guatemala – El Salvador*. Cette visite lui a permis d'apprécier l'ampleur des programmes, de mieux comprendre les efforts requis pour faire de la prévention dans cette région et de sympathiser avec ceux et celles qui essaient de sortir des gangs de rue. « Nous avons pu voir de près le travail de nos partenaires et apprécier la structure évolutive de leur plan d'action. »

En janvier 2007, Pierre Racicot, président du Conseil d'administration, représentait le CECI au Forum international sur l'éducation non formelle tenu au Niger. Raymond Batrie et Michel Bélisle, tous deux administrateurs au sein du Conseil, ont pour leur part eu l'occasion de visiter l'équipe du CECI au Guatemala. Cette mission a principalement permis à ces derniers de rencontrer les partenaires du CECI et d'Uniterra dans les secteurs de la prévention de la délinquance juvénile et du commerce équitable. Au retour, ils ont expliqué que les gens du CECI déploient de grands efforts à accompagner les partenaires sur la route de leur développement.

C'est en février 2007 que Jean-François Simard et François Vitez, respectivement vice-président à la vie associative et administrateur au C.A., se sont rendus en Haïti. Ils ont relaté que selon les populations haïtiennes, les projets du CECI créent de réels impacts. Le CECI, qui y est présent depuis 35 ans, demeure un acteur incontournable à la réputation d'expert et démontre un savoir-faire indéniable en milieu rural. ►

RECONSTRUIRE

En juillet et août 2006, 25 personnes ont séjourné en Amérique centrale dans le cadre du projet *Amitiés et reconstruction Guatemala – El Salvador*. Initié par le CECI et le Club des petits déjeuners du Québec, ce projet visait à sensibiliser des jeunes et des professionnels du milieu corporatif et communautaire aux réalités du développement international.

Le groupe y a rencontré les partenaires du CECI qui œuvrent dans le domaine de la prévention de la délinquance juvénile, du tourisme communautaire, du commerce équitable et de l'aide humanitaire. Venus s'assurer de l'avancement de la reconstruction post-ouragan Stan, réalisée grâce aux dons de 565 000 \$ du public canadien, les membres de la mission ont aussi constaté la gravité des dégâts. Tous et toutes ont donc mis la main à la pâte en aidant des villageois à rebâtir leur maison, leur vie.

INFORMER

En mai 2006, le CECI publiait son premier bulletin d'information électronique. À travers le *E_CECI*, les *E_tract* et *Pour le monde*, ceux et celles qui cherchent une source d'information fiable et accessible pour aborder les enjeux de la coopération internationale ont de quoi se rassasier.

Les **E_publications** présentent régulièrement des reportages, bilans et réflexions portant sur les actions de développement menées dans la quinzaine de pays où nous sommes actifs, ainsi que sur les événements liés au domaine de la coopération Nord-Sud et de la solidarité ayant lieu ici. En s'abonnant, près de 1500 personnes ont posé un geste concret de coopération internationale, parce que s'informer, c'est aussi agir!

www.publication.ceci.ca

MULTIPLIER

La générosité des donateurs et donatrices, conjuguée à l'enthousiasme de l'équipe du CECI, a permis de recueillir cette année 1 000 000 \$ dans le cadre de la campagne de collecte de fonds annuelle du CECI. Cette somme donne les moyens de répondre tant aux urgences qu'à la mise en œuvre de différents projets de développement à travers le monde.

La dernière année n'a pas connu de catastrophes naturelles majeures. Toutefois, en octobre 2006, le typhon Xangsane a sévi sur le centre du Vietnam, détruisant maisons et récoltes sur son passage. Rapidement, la solidarité s'est exprimée. En trois semaines, les dons se sont élevés à 200 000 \$ et ont été utilisés pour combler les besoins en reconstruction des populations affectées.

Le cercle des donateurs et donatrices du CECI s'est agrandi cette année avec l'arrivée de la Fondation Richelieu International et celle de la famille Howick. On note aussi cette année une augmentation du nombre de donateurs mensuels et de dons en ligne. Quant aux activités de financement, soulignons le franc succès de la soirée-bénéfice en collaboration avec l'Orchestre symphonique de Montréal — une première au CECI — avec en vedette son parain, Luck Mervil.

Il faut souligner aussi la contribution de l'équipe du CECI qui, tout au long de l'année, a multiplié les activités de financement à l'interne, telles que des ventes de sucreries maison, des loteries solidaires et un marathon-bénéfice. Ces initiatives, dont les résultats ont été versés à la campagne annuelle, représentent une preuve d'engagement concret dans la lutte contre la pauvreté. ●



CENTRE DE FORMATION, ÉTUDE ET CONSEIL
DES SAVOIRS ET UNE EXPERTISE À PARTAGER

© DAVID CHAMPAGNE



Créé en 2001, le Centre de formation, étude et conseil (CFÉC) est une composante du CECI dont les mandats principaux sont de développer et de mettre en œuvre des formations, des études et des expertises. Fort actif cette année, particulièrement aux plans de la systématisation des pratiques et de la consultation, le Centre a fourni des services d'expertise technique à plusieurs projets du CECI et extérieurs à celui-ci. Les activités du CFÉC se divisent principalement en trois champs principaux d'intervention.

1. ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Le CFÉC a poursuivi cette année ses activités de formation sur l'égalité des sexes avec le personnel du Ministère des communications du Maroc. Ces activités s'inscrivent dans un processus d'élaboration du plan d'action sur quatre ans du programme marocain d'égalité des sexes dans le secteur des communications. « Ce plan suit la réalisation d'un diagnostic participatif de l'état des lieux de l'égalité entre les sexes dans le secteur de la communication », explique Hélène Lagacé, responsable Genre et développement au CECI, qui ajoute que le plan vise une meilleure accessibilité pour les femmes aux postes communicationnels de premier plan et une diminution significative des stéréotypes sexistes dans les contenus

médiatiques. Aussi, le CFÉC contribue activement au contenu du nouveau certificat en Coopération internationale offert par la Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal, lancé en avril 2007. « Nous avons réalisé les modules de formation *Enjeux et perspectives* et *Rapports hommes/femmes et développement* », dit Hélène Lagacé. Enfin, la dernière année a été marquée par l'acceptation du projet *Gender Equality and African Regional Institutions* financé par l'ACDI et réalisé en partenariat avec la *Foundation for International Training* de Toronto. « Ce projet a pour objectif de travailler au renforcement de quatre institutions d'Afrique de l'Ouest et du Maghreb », conclut-elle.

2. CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'équipe du CFÉC, en collaboration avec l'Alliance agricole internationale, a travaillé au développement des concepts et à la tenue de *l'Atelier national de réflexion sur l'emploi et l'employabilité des jeunes dans le secteur de la transformation et de la production agricoles*, organisé au Mali en mars 2007. Cette rencontre visait à regrouper les différents acteurs engagés dans la phase pilote du Projet d'appui aux jeunes entrepreneurs du secteur agroalimentaire au Mali, ainsi que les institutions

chargées des stratégies nationales d'emploi pour les jeunes. Parmi les activités menées cette année, figure aussi la conduite d'une étude sur la relance de la filière cotonnière en République démocratique du Congo, dont le financement est assumé par la Banque mondiale. Finalement, le CFÉC a continué à offrir ses services d'expertise dans le cadre du projet d'intensification agricole en Haïti, financé par la Banque interaméricaine de développement et au sein du projet FARMS qui appuie les producteurs de coton au Tadjikistan.

3. DROITS ET DÉVELOPPEMENT

Depuis quelques années, le CECI a développé, pour le personnel de l'ACDI au Canada, une formation sur l'approche de développement basé sur les droits de la personne. Le programme de l'ACDI en Égypte a été le premier à intégrer cette approche dans sa programmation à titre de projet pilote en 2006. « À partir des leçons apprises dans le projet pilote, nous avons produit cette année un manuel de formation et un guide de facilitation qui permettront au personnel local de s'approprier la méthodologie développée », dit Thérèse Bouchard, responsable de l'Unité droits, paix et démocratie. Depuis deux ans, le CECI menait un projet d'étude-

action sur les conditions de travail des enfants dans les mines de quatre communautés en Bolivie. « L'intérêt de cette étude résidait dans le fait que ce sont les enfants eux-mêmes qui participaient à l'analyse de leur situation. C'est pourquoi nous avons fait appel à des travailleuses sociales qui organisaient des activités de jeux et de loisirs au cours desquelles les enfants pouvaient s'exprimer », explique Thérèse Bouchard.

Les résultats ont été présentés lors d'une conférence sur les droits des enfants et le développement international, tenue à l'Université d'Ottawa en juin 2006. « Notre présentation a été très appréciée, notamment parce qu'on constatait que les enfants sont très conscients de l'importance du revenu qu'ils apportent à la famille. Ils ne veulent donc pas qu'on abolisse le travail des enfants, mais plutôt qu'on améliore les conditions de travail, de même que l'accès aux soins de santé et à l'école », dit Thérèse Bouchard.

Les conclusions de l'étude seront publiées au cours de la prochaine année dans un livre sur le travail des enfants aux éditions Palgrave Macmillan. « Le rapport final sera remanié pour devenir un chapitre de ce livre qui sera publié en anglais. Je souligne que ce travail a été fait en étroite collaboration avec Juan Albarracín-Jordin, docteur bolivien en anthropologie. » ●

R

IZ



Dans de nombreux pays, le CECI travaille avec des organisations agricoles qui œuvrent au renforcement de l'agriculture locale au profit de leur collectivité. Vue sur deux projets d'appui à la production rizicole en Haïti et au Burkina Faso.

EN HAÏTI : APPUI PAYSAN

Depuis 20 ans, le gouvernement haïtien poursuit l'objectif de fournir des denrées alimentaires au plus bas prix possible et de relancer la production nationale du riz. La libéralisation du marché en 1987 a eu comme impact l'afflux massif des importations et provoqué des baisses de prix. La dégradation des infrastructures d'irrigation, la rareté de la main-d'œuvre et la disparition du système national de crédit agricole et des subventions aux engrais sont autant de facteurs à l'origine de la crise actuelle.

D'une durée de deux ans, le *Projet d'appui à l'intensification agricole dans la vallée de l'Artibonite* vise à accroître progressivement la capacité de production en riz et en semences de riz, ainsi qu'à diversifier les cultures maraîchères. En partenariat avec l'Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite, ce projet, qui bénéficie d'un budget d'environ 1,7 million de dollars canadiens, comporte aussi des volets d'appui à l'organisation paysanne et à l'accès au crédit et aux intrants de production. Financé par la Banque interaméricaine de développement via le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural de la République d'Haïti, ce projet est mis en opération sur une zone de 5400 hectares par un consortium de trois organisations canadiennes : CECI, SOCODEVI et TECSULT, et l'organisation haïtienne PRODEVA, qui se consacre au développement communautaire et à la scolarisation.

Des parcelles de démonstration gérées par les exploitants permettent la formation et la diffusion des techniques agricoles. Les promoteurs soulignent une augmentation importante des rendements du riz avec une utilisation réduite d'engrais. La production de semences de riz commence aussi à se développer à nouveau dans la vallée. Ces résultats vont favoriser la compétitivité du riz local et le développement de sa commercialisation.

AU BURKINA FASO : COMBATTRE LE DUMPING

Créé en 2001, le *Comité interprofessionnel du riz du Burkina* (CIR-B) venait combler le grand vide laissé, en 1992, par le gouvernement burkinabé qui, pour se conformer aux exigences de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, se retirait soudainement et complètement de la filière du riz, abandonnant à eux-mêmes les acteurs de cette filière. Rapidement, des problèmes de production, de distribution et de commercialisation ont surgi, aggravés par le dumping sur le marché national d'un riz de l'extérieur, de mauvaise qualité et vendu à très bas prix. Soucieux de la santé de la population et de la vitalité économique de la filière du riz, le CIR-B a placé le contrôle de la qualité du riz importé, ainsi que de sa quantité, au centre de ses représentations auprès du gouvernement.

Le CIR-B organise pour ses membres des formations et des ateliers sur la transformation du riz et le perfectionnement de la technique traditionnelle de l'étuvage du riz. Depuis deux ans, le partenariat du CIR-B avec le programme du CECI, Uniterra a assuré la production d'une étude sur la commercialisation du riz, ainsi qu'une étude de marché sur le riz étuvé. Ce travail intense a permis au riz burkinabé d'augmenter sensiblement sa part sur les marchés urbains du pays. ●

NÉPAL TROIS RÉCOLTES PAR ANNÉE

Depuis 1999, le *Community Groundwater Irrigation Sector Project* (CGISP) vise l'augmentation de la production agricole et l'amélioration de la qualité de vie des petits agriculteurs au Népal. Le CGISP, une des plus grandes réussites des projets d'irrigation depuis 10 ans, se caractérise par une approche communautaire et soucieuse d'un développement durable qui s'appuie sur la participation des agriculteurs à toutes les étapes du projet. Ses succès lui ont assuré un prolongement du financement de l'ACDI.

Le CGISP fait partie d'un vaste programme gouvernemental de réforme du secteur de l'agriculture et de l'irrigation au Népal pour les 20 prochaines années. « L'une des tâches les plus urgentes à laquelle le gouvernement népalais fait face est le redressement de l'économie nationale, tout en s'assurant que les bénéfices soient répartis équitablement », déclare Étienne Lamy, directeur du centre de formation, d'étude et de consultation (CFÉC) du CECI et chargé de projet du CGISP. « Des modèles comme le CGISP, qui parviennent à accroître la sécurité alimentaire et les revenus des pauvres, contribuent de façon importante au renouvellement de l'économie. »

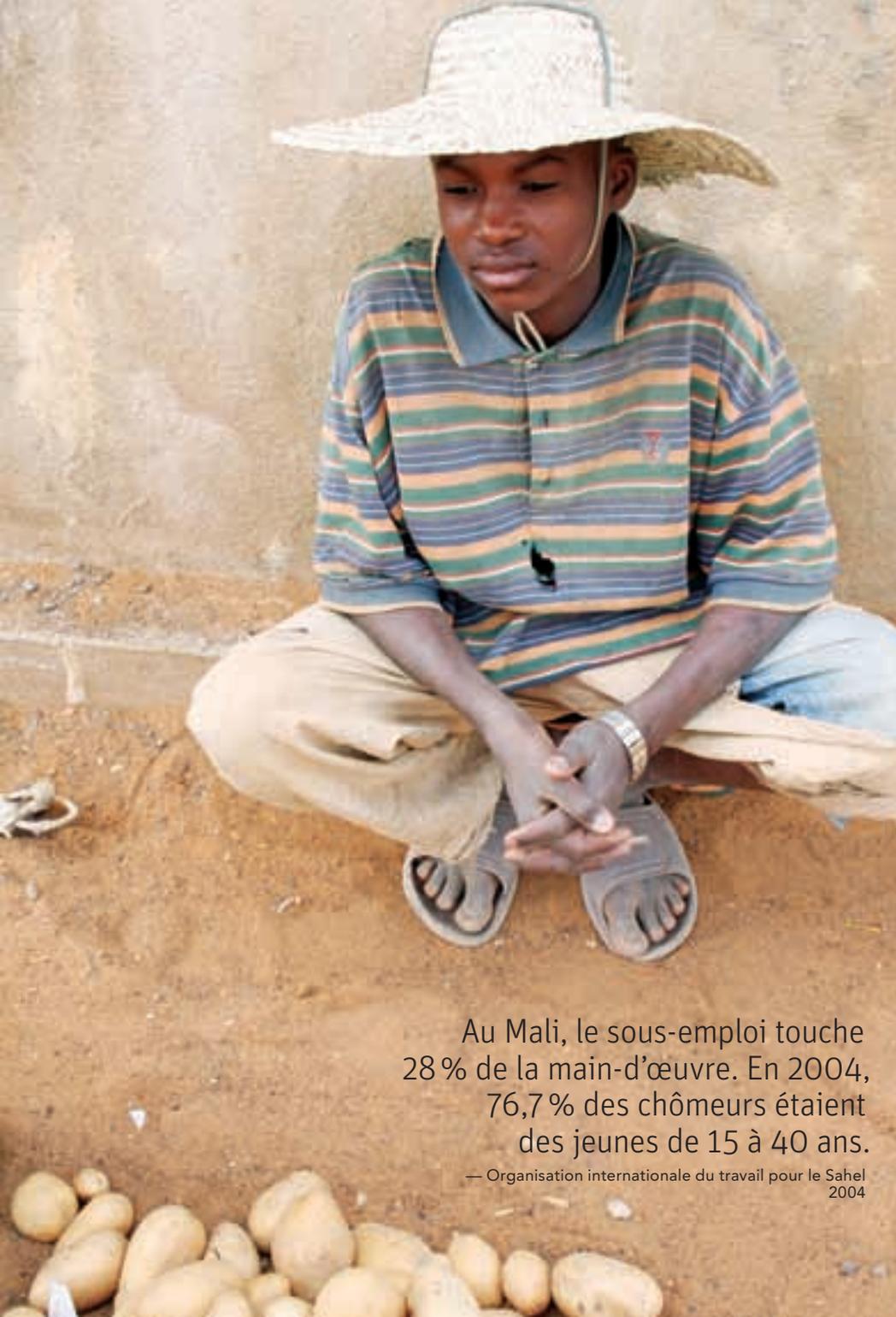
Par le biais du CGISP, les communautés d'agriculteurs forment les *Water Users Groups*, un important réseau d'aide à la gestion et au partage des ressources locales qui pose les fondations d'une société civile organisée et dynamique. Le CGISP a également souligné le rôle important joué par les organisations de la société civile en matière de transparence, d'imputabilité et d'efficacité de la prestation des services gouvernementaux.

En joignant un *Water Users Groups* et en disposant ainsi d'un système d'irrigation par puits tubulaires peu profonds, une famille de la région du Terai (basse terre) peut produire trois récoltes par

année au lieu d'une seule. Elle peut alors assurer sa sécurité alimentaire, augmenter ses revenus et ainsi payer les soins de santé et l'éducation des enfants. Le CGISP a installé 8 500 systèmes d'irrigation par puits tubulaires peu profonds qui ont irrigué environ 45 000 hectares de terres et amélioré la vie de plus de 200 000 personnes pauvres et marginalisées. Le modèle du CGISP est facile à reproduire ; il pourrait révolutionner la vie de millions de personnes. « Le CGISP offre une solution de rechange concrète pour améliorer la qualité de vie des habitants de Madhya et renforcer leur sentiment d'intégration à la société népalaise, » affirme M. Lamy. « Cela peut également aider à apaiser les tensions locales et contribuer à l'édification de la paix. »

Le CGISP prévoit spécifiquement la participation d'organismes gouvernementaux, d'institutions financières, d'ONG et de fournisseurs de services du secteur privé. Il a permis un changement du rôle du gouvernement qui est passé d'« exécutif direct » à « facilitateur, promoteur ». Le rôle du CECI dans ce projet a été de fournir une assistance technique au gouvernement népalais pour la mise en œuvre des activités du projet (financées à l'aide d'un prêt de la Banque de développement agricole) et d'appuyer les efforts de mobilisation communautaire par le biais d'un réseau de partenaires d'ONG de la région. Des institutions de crédit, avec la collaboration du gouvernement, offrent des services de crédit aux communautés ciblées.

Le CFÉC mène une étude sur les pratiques et leçons tirées du CGISP. « Cette étude complètera l'évaluation des répercussions quantitatives complétée l'an dernier et fera ressortir la transformation sociale résultant de la réduction de la pauvreté », indique M. Lamy. ●



Au Mali, le sous-emploi touche 28 % de la main-d'œuvre. En 2004, 76,7 % des chômeurs étaient des jeunes de 15 à 40 ans.

— Organisation internationale du travail pour le Sahel
© 2004

Jeunes pour l'emploi – Emplois pour les jeunes

PROJET D'APPUI AUX JEUNES ENTREPRENEURS DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE (PAJEA) – MALI

Le chômage des jeunes provoque un exode massif vers la capitale qui cause d'importants déséquilibres économiques et sociaux. Dans le but de permettre aux jeunes de demeurer en milieu rural, le projet PAJEA vise à développer leur employabilité dans le domaine agroalimentaire et à augmenter leur possibilité d'accès aux matières premières, aux crédits et aux marchés.

LE PAJEA SE DÉPLOIE EN TROIS VOLETS PRINCIPAUX :

1. Appui à l'entrepreneuriat chez les jeunes par le développement des compétences, par la formation et l'accompagnement ainsi que par l'accès à des mécanismes de financement et d'investissement.
2. Appui au développement de l'employabilité des jeunes en renforçant les capacités des institutions et organisations chargées des stratégies nationales d'emploi pour les jeunes afin que leurs programmes soient adaptés aux besoins des jeunes entrepreneurs de l'agroalimentaire.
3. Appui au développement d'un environnement national et régional favorable par le développement de réseaux d'affaires entre les entrepreneurs du secteur agroalimentaire et par le renforcement des capacités de représentation et de dialogue sur les politiques entre les opérateurs économiques et les autorités régionales et nationales.

Ce projet s'est développé dans le cadre de l'Alliance agricole internationale qui réunit des initiatives du CECI, de la SOCODEVI et de l'UPA-DI. ●

1

2 3



Sahakarya accorde une place importante à l'intégration d'un ensemble de réponses aux enjeux de divers secteurs : santé communautaire, développement économique, développement de petites infrastructures et développement institutionnel des réseaux d'organismes communautaires locaux.

Depuis 2003, l'objectif du projet *Sahakarya*, qui signifie « travailler ensemble » en népalais, est de travailler à l'amélioration des conditions économiques, sociales et environnementales des communautés qui vivent dans les régions montagneuses et éloignées du Népal. Le projet a été si bien accueilli que les communautés et les partenaires locaux ont demandé au CECI de proposer une phase de consolidation au-delà de 2008.

Lors du lancement de *Sahakarya*, un important conflit social et politique sévissait au Népal. Cette situation a forcé l'élaboration d'approches innovatrices pour répondre aux enjeux posés par les problèmes d'éloignement et de faible densité de la population, les lacunes des installations, ainsi que le manque d'accès aux services publics et aux marchés.

Plus particulièrement, le modèle *Integrated Multi-Sectoral Community Development* de *Sahakarya* accorde une place importante à l'intégration d'un ensemble de réponses aux enjeux de divers secteurs : santé communautaire, développement économique, développement de petites infrastructures et développement institutionnel des réseaux d'organismes communautaires locaux. Le développement durable dans le contexte des régions montagneuses nécessite que les organisations locales établissent des liens solides et joignent des réseaux

nationaux — comme dans le cas des coopératives d'épargne et de crédit —, et que soient établis de nouveaux partenariats entre les organismes gouvernementaux et les communautés locales. « Intégrer des programmes de santé communautaire et de développement économique est plus efficace pour renforcer et maximiser les résultats de chaque volet », souligne Marcel Monette, chargé de projets du CECI pour la région de l'Asie qui ajoute : « Ainsi, les résultats sont plus durables ».

La stratégie du projet, fondée sur des partenariats, a consolidé les réseaux communautaires locaux ainsi que leurs partenaires nationaux en faisant d'eux les principaux acteurs de la conception, de la mise en œuvre et de la surveillance des différentes activités du projet.

Une vingtaine d'organismes non gouvernementaux dispensent des services de santé, 17 organismes communautaires et trois réseaux de fédérations nationales participent à la prestation de services économiques. Dans chaque cas, des ententes ont été signées pour formaliser les résultats attendus, les plans d'action, les responsabilités et les ressources financières. « Le personnel technique local travaillant à la création de partenariats s'est révélé très efficace pour rejoindre des communautés éloignées dans le contexte conflictuel », affirme Marcel Monette. ▶



Les progrès sont impressionnants : 44 755 ménages, qui regroupent plus de 225 000 personnes, ont été rejoints. Ce chiffre représente 149 % de l'objectif initial. Le travail est en cours dans 804 communautés des collines et auprès de 126 comités villageois de développement, au total, 1255 organismes communautaires et huit réseaux d'organismes ont vu leur gestion de base et leurs capacités de prestation de services renforcées. Des liens ont été établis avec la *Federation of Community Forestry Users Nepal* et les *Nepal Federation of Savings and Credit Cooperative Unions Ltd*. Aussi, la coopération entre les organisations communautaires et le gouvernement local a également été améliorée.

Au plan de la santé des enfants de moins de 5 ans, le problème de diarrhée a diminué de 32,6 % à 26,4 % au cours des trois dernières années et demie, et l'objectif quinquennal visant à réduire les infections respiratoires aiguës a été atteint, diminuant de 19 % à 15 %. De plus, le pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition est passé de 46,8 % à 40,6 %. Le projet propose de la sensibilisation aux pratiques sécuritaires en matière de maternité et se penche sur de nouveaux enjeux comme le VIH / SIDA et le rétablissement psychosocial post-conflit.

Selon M. Monette, *Sahakarya* a été essentiel pour aider la population à maintenir son niveau de vie et éviter de sombrer dans la pauvreté absolue. Les initiatives en matière de santé y ont aussi contribué. « On a réussi à mettre l'accent sur les *Dalits* (les Intouchables) et sur les autres groupes exclus par le biais des initiatives en santé, compte tenu des difficiles conditions sociales des groupes marginalisés. »

Les mesures d'appui à l'agriculture, à l'irrigation et au crédit ont favorisé un accroissement de la production de 53 % et une hausse moyenne de 37,4 % des revenus des ménages. La participation des femmes à la mise en marché des produits agricoles a augmenté de 30,5 %. Les prêts annuels contractés par les membres des coopératives d'épargne et de crédit ont augmenté de 105 % et le taux de remboursement est de 98 %.

« L'approche multidimensionnelle de *Sahakarya* a permis d'identifier les éléments clés pour la réussite des projets dans un contexte de conflits. Nous parlons ici de transparence et de la participation des communautés, des bilans sociaux, de l'imputabilité, des réponses aux demandes et aux besoins des régions, tout autant que de l'utilisation maximale des ressources locales et d'une sensibilité aux caractéristiques culturelles, de souplesse et d'adaptation, bref d'un accent particulier mis sur les personnes. »

« De nouveaux défis se dessinent pour la période actuelle de transition », ajoute M. Monette. Le gouvernement et les donateurs s'intéressent de plus en plus aux projets dans les régions du Centre-Ouest et de l'Extrême-Ouest du Népal. Des différences entre des approches comme celle de l'aide humanitaire en période post-conflit et une autre davantage dédiée au développement durable peuvent créer de la confusion. « Le projet *Sahakarya* et ses partenaires consacrent plus de temps à améliorer la coordination entre les projets afin d'accroître la coopération et de minimiser les contradictions entre les approches des différents projets », ajoute-t-il. ●

EN ASIE DEPUIS 20 ANS

En 1987, les premiers volontaires canadiens du CECI arrivaient dans l'Ouest du Népal pour travailler en appui à des initiatives de développement économique avec les partenaires de la région. Vingt ans plus tard, le CECI partage les leçons qu'il a tirées de ces expériences.

« Nous avons testé avec succès les modèles de développement communautaire multisectoriel qui fonctionnent en collaboration avec des organisations locales. Nous avons établi un bureau national et régional en portant un intérêt particulier à l'engagement, la qualité et à la fierté du travail », raconte Julia Sanchez, directrice régionale du CECI en Asie. « Nous avons conçu et appliqué plusieurs modèles qui ont inspiré les autres pays, régions et organismes de développement. » Le CECI a établi des programmes semblables en Inde, au Vietnam et au Tadjikistan.

Les projets du CECI au Népal mettent l'accent sur la réduction de la pauvreté et de la discrimination sociale, l'amélioration de la gestion des ressources et le renforcement de la gouvernance de la région. « L'engagement du CECI est arrivé à point étant donnée la transformation politique qui marque le pays depuis 1990 et les tensions continues au sein du gouvernement et avec les Maoïstes », ajoute Mme Sanchez. « Le CECI a élaboré des approches qui tiennent compte des conflits et qui ont permis

de maintenir le soutien aux efforts de développement communautaire. » Ces approches sont maintenant totalement intégrées dans tous les projets du CECI au Népal.

Le CECI a également démontré que la promotion des organisations communautaires constitue un moyen efficace pour l'organisation d'activités de développement dans des régions rurales éloignées et que de relier ces organismes aux fédérations régionales et aux organismes nationaux assure la viabilité de ces initiatives. Le conflit au Népal, qui aura duré plus de 10 ans, était causé notamment par l'absence de participation populaire aux structures démocratiques et au maintien de conditions économiques difficiles. Le renforcement du rôle de la société civile dans les processus collectifs de prise de décisions contribue à un développement plus équitable, intégré et durable.

Selon Mme Sanchez, le CECI désire maintenant reproduire cette approche de développement communautaire dans d'autres communautés et renforcer les programmes dans le secteur de la gouvernance. Elle ajoute : « Même si la gouvernance locale est un thème convergent dans tous nos projets, le contexte politique actuel démontre qu'il est particulièrement pertinent de collaborer avec nos partenaires de façon plus spécifique sur les questions de gouvernance. » ●

États financiers

ET NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2007

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

**Aux membres du conseil
du Centre d'Étude
et de Coopération Internationale**

Nous avons vérifié le bilan du Centre d'Étude et de Coopération Internationale au 31 mars 2007 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2007 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Samson Bélaire / Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.

SAMSON BÉLAIRE/DELOITTE & TOUCHE
COMPTABLES AGRÉÉS
LE 7 JUIN 2007

ÉTAT DES RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

	2007	2006
	\$	\$
PRODUITS		
ACDI Partenariat	6 297 972	5 914 596
ACDI Bilatéral et autres	6 673 387	10 006 887
Autres bailleurs de fonds	9 001 737	7 985 036
Dons	1 366 169	1 621 548
Contributions sous forme de services rendus (NOTE 8)	3 238 478	3 737 812
Autres revenus	480 563	586 146
	27 058 306	29 852 025
CHARGES		
Directions et services	6 108 718	5 824 565
Programmes	17 091 732	19 779 236
Contributions sous forme de services rendus (NOTE 8)	3 238 478	3 737 812
Intérêts de la dette à long terme	192 494	191 457
Amortissement	314 081	316 974
	26 945 503	29 850 044
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	112 803	1 981

II
—
III

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

	Investis en immobilisations	Reçus à titre de dotation	Non affectés	TOTAL 2007	TOTAL 2006
	\$	\$	\$	\$	\$
		(NOTE 7)			
SOLDE AU DÉBUT	1 491 581	8 385	763 936	2 263 902	2 291 921
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(307 016)*	-	419 819	112 803	1 981
Libération de dotations	-	-	-	-	(30 000)
Investissement en immobilisations	244 244	-	(244 244)	-	-
Remboursement de la dette à long terme	140 050	-	(140 050)	-	-
Cession d'immobilisations	(7 544)	-	7 544	-	-
SOLDE À LA FIN	1 561 315	8 385	807 005	2 376 705	2 263 902

* Comprend l'amortissement des immobilisations de 314 081 \$, l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations de 6 130 \$ et le gain à la cession d'immobilisations de 935 \$.

BILAN

AU 31 MARS 2007

	2007	2006
	\$	\$
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	4 937 171	3 702 330
Débiteurs (déduction faite d'apports reportés de 305 840 \$; 449 070 \$ en 2006)	804 048	793 850
Avances à des partenaires	1 007 738	639 254
Charges payées d'avance	312 507	217 676
	7 061 464	5 353 110
Immobilisations corporelles et incorporelles (NOTE 3)	4 510 269	4 586 715
	11 571 733	9 939 825
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 420 718	936 450
Apports reportés (déduction faite de débiteurs de 1 484 723 \$; 1 291 455 \$ en 2006)	4 825 356	3 644 339
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (NOTE 5)	145 641	139 955
	6 391 715	4 720 744
Apports reportés afférents aux immobilisations (NOTE 6)	123 359	129 489
Dette à long terme (NOTE 5)	2 679 954	2 825 690
ACTIFS NETS		
Investis en immobilisations	1 561 315	1 491 581
Reçus à titre de dotation (NOTE 7)	8 385	8 385
Non affectés	807 005	763 936
	2 376 705	2 263 902
	11 571 733	9 939 825

IV
—
V

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

	2007	2006
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	112 803	1 981
Ajustements pour :		
Gain à la cession d'immobilisations	(935)	-
Amortissement des immobilisations	314 081	316 974
Amortissement des apports reportés	(6 130)	(6 129)
	419 819	312 826
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (NOTE 9)	1 191 772	(326 861)
	1 611 591	(14 035)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette à long terme	-	383 580
Remboursement de la dette à long terme	(140 050)	(536 607)
	(140 050)	(153 027)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Cession d'immobilisations	7 544	-
Acquisition d'immobilisations	(244 244)	(149 501)
	(236 700)	(149 501)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 234 841	(316 563)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	3 702 330	4 018 893
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	4 937 171	3 702 330
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE		
Intérêts payés	192 839	190 319

NOTES COMPLÉMENTAIRES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

1. DESCRIPTION DE L'ORGANISME

Le Centre d'Étude et de Coopération Internationale est constitué en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* du Québec.

Il participe à des activités de développement économique, social et culturel dans les pays du Tiers-Monde par la formation, l'envoi de coopérants volontaires et d'assistants techniques, la réalisation de projets, la recherche et la publication d'ouvrages spécialisés.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

a) Constatation des produits

Le Centre applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotation sont constatés à titre d'augmentations directes des actifs nets.

b) Constatation des opérations étrangères

Le Centre comptabilise ses charges suivant les pratiques comptables suivantes :

- i) Les achats d'immobilisations engagées pour les activités outre-mer sont imputés comme charges d'exploitation, à l'exception des immobilisations des directions régionales qui sont capitalisées.
- ii) Les gains ou les pertes relatifs aux fluctuations des taux de change sont imputés aux programmes dans lesquels ils sont réalisés.
- iii) Les autres contributions à l'assistance technique du programme de volontariat et de partenariat représentent la participation des partenaires outre-mer aux allocations de séjour et au logement des volontaires.

c) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon les méthodes et les taux annuels suivants :

Bâtiments	linéaire	4 %
Mobilier et équipement	dégressif	20 % et 30 %
Bibliothèque	linéaire	5 %
Matériel audiovisuel	dégressif	20 %
Matériel roulant	dégressif	30 %
Logiciels	linéaire	25 %

d) Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice tandis que les éléments non monétaires sont convertis au cours du change historique. Les valeurs au marché sont converties en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours du change moyen en vigueur durant l'exercice. Les gains ou les pertes résultant de ces conversions sont imputés à l'état des résultats.

e) Comptabilisation des coentreprises

La Société détient des participations dans des coentreprises. Les participations sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

f) Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	Évaluation Coût	Amortissement cumulé	2007 Valeur comptable nette	2006 Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrain	869 445	–	869 445	869 445
Bâtiments	3 245 623	404 824	2 840 799	2 895 527
Mobilier et équipement	1 559 249	1 311 012	248 237	248 459
Bibliothèque	542 607	189 910	352 697	379 827
Matériel audiovisuel	35 719	35 013	706	881
Matériel roulant	363 545	207 314	156 231	128 910
	6 616 188	2 148 073	4 468 115	4 523 049
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Logiciels	147 592	105 438	42 154	63 666
	6 763 780	2 253 511	4 510 269	4 586 715

4. EMPRUNT BANCAIRE

Le Centre dispose d'un crédit d'exploitation, d'un montant autorisé de 2 400 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel, garanti par une hypothèque mobilière et par l'universalité des créances et remboursable à demande.

5. DETTE À LONG TERME

	2007	2006
	\$	\$
Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur un bâtiment d'un montant maximum autorisé de 1 121 250 \$, remboursable par versements mensuels de 3 738 \$ jusqu'en décembre 2016 et un versement final de 448 500 \$ en janvier 2017, plus les intérêts calculés au taux de 6,65 %, renouvelable le 15 janvier 2012, échéant le 15 janvier 2017	889 525	934 375
Emprunt garanti par une hypothèque de 2 ^e rang sur un bâtiment, remboursable par versements mensuels de 4 050 \$, intérêts de 6,7 %, renouvelable le 15 février 2010, échéant le 15 février 2017	351 188	375 377
Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur un bâtiment, remboursable par versements mensuels de 12 248 \$, intérêts de 6,5 %, renouvelable le 29 septembre 2019, échéant le 29 décembre 2021	1 358 006	1 414 729
Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur un bâtiment, remboursable par versements mensuels de 1 821 \$, intérêts de 6,5 %, renouvelable le 24 août 2010, échéant le 24 mars 2022	208 126	216 164
Emprunt remboursable par versements annuels de 6 250 \$ plus les intérêts, échéant le 15 décembre 2009 et portant intérêt à 3 % en 2007, 4 % en 2008 et 5 % en 2009	18 750	25 000
	2 825 595	2 965 645
Tranche échéant à moins d'un an	145 641	139 955
	2 679 954	2 825 690

Les remboursements estimatifs en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	\$
2008	145 641
2009	152 355
2010	159 195
2011	160 247
2012	167 815

6. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

Les apports reportés afférents aux immobilisations représentent des apports reçus pour acquisition d'immobilisations. Ils sont amortis selon les mêmes méthodes et taux que les immobilisations correspondantes. Les variations de l'exercice sont les suivantes :

	2007	2006
	\$	\$
Solde au début	129 489	135 618
Amortissement de l'exercice	6 130	6 129
Solde à la fin	123 359	129 489

7. ACTIFS NETS REÇUS À TITRE DE DOTATION

Les actifs nets reçus à titre de dotation sont composés :

- d'un montant de 4 305 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Pelletier. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant l'éducation et la formation des filles et des femmes;
- d'un montant de 4 080 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Jean Bouchard. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant les besoins humains fondamentaux.

8. CONTRIBUTIONS SOUS FORME DE SERVICES RENDUS

Les contributions sous forme de services rendus représentent la valeur de la contribution fournie par les participants aux programmes de coopération volontaire. Cette valeur a été révisée à la suite d'une étude réalisée par le CECI en 2006. Celle-ci prend en compte les changements survenus dans les programmes de coopération volontaire et le travail de volontariat effectué au Canada. L'étude s'appuie sur des données récentes de Statistique Canada.

Les contributions sous forme de services rendus par les membres du Conseil d'administration ne sont pas tenues en compte dans ces données.

9. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION

	2007	2006
	\$	\$
Débiteurs	(10 198)	477 791
Avances à des partenaires	(368 484)	326 587
Charges payées d'avance	(94 831)	(139 325)
Créditeurs et charges à payer	484 268	161 899
Apports reportés	1 181 017	(1 153 813)
	1 191 772	(326 861)

10. ENGAGEMENTS

En vertu de contrats de location d'équipements renouvelables et non résiliables échéant jusqu'en janvier 2012, le Centre s'est engagé à verser la somme de 104 607 \$ de la manière suivante :

	\$
2008	24 264
2009	22 657
2010	22 657
2011	22 657
2012	12 372

11. ÉVENTUALITÉS

Le Centre fait l'objet de litiges dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis que ces litiges n'auront pas d'effet important sur la situation financière. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée.

Le Centre a signé des ententes d'association avec d'autres organisations pour la réalisation de projets. Face aux bailleurs de fonds, ces ententes rendent le Centre responsable de manière conjointe et solidaire avec ces autres organisations. Au 31 mars 2007, les ententes signées totalisent près de 116 000 000 \$ et viennent à échéance jusqu'en janvier 2012. La direction est toutefois d'avis qu'il n'y a pas de risque important car toute association pour la réalisation d'un projet fait l'objet d'un contrat entre les organisations dans lequel sont précisées clairement les responsabilités financières respectives des associés.

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de change

Le Centre effectue plusieurs transactions en devises et est donc exposé aux fluctuations des devises. Le Centre ne gère pas activement ce risque, les gains ou les pertes de change faisant partie des coûts des programmes.

Risque de taux d'intérêt

La majorité de la dette à long terme porte intérêt à des taux fixes. Par conséquent, les risques de trésorerie sont minimes.

Juste valeur

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur des immeubles, déterminée selon la méthode du revenu, au 7 janvier 2005, est d'environ 6 000 000 \$ pour les deux immeubles. Selon la méthode de comparaison, la juste valeur est sensiblement la même.

La juste valeur de la dette à long terme correspond approximativement à sa valeur comptable compte tenu de sa récente négociation.

13. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

L

IRE



FORUM INTERNATIONAL SUR L'ÉDUCATION NON FORMELLE ET L'ALPHABÉTISATION

L'éducation non formelle et l'alphabétisation demeurent les parents pauvres des budgets consacrés à l'éducation dans tous les pays du monde. Un grand nombre de projets appuyés par le CECI compte des volets d'alphabétisation, car elle constitue une condition essentielle à l'élimination de la pauvreté, la réduction de la mortalité infantile et l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle contribue concrètement au développement, à la paix et à la démocratie.

« Les gouvernements et la société civile doivent se trouver des leaders pour porter cette priorité, augmenter les budgets et favoriser l'accès aux programmes d'alphabétisation. Sinon, on continuera à connaître des échecs qui seront attribués au manque de démocratie et aux problèmes de gouvernance, mais qui pourtant sont inéluctables si une population n'est pas éduquée. Une société éduquée est plus en mesure de développer ses capacités collectives pour relever les défis de la vie moderne. L'éducation favorise la participation de la société civile qui peut faire pression sur les gouvernements pour ensuite faire accroître les services de santé, d'éducation et répondre aux autres besoins humains fondamentaux », explique Pierre Racicot, président du Conseil d'administration du CECI.

Le CECI, en collaboration avec le Réseau Éducation pour tous du Niger et le ministère de l'Éducation de base du pays, a organisé le Forum international sur l'éducation non formelle et l'alphabétisation (FORIENF) à Niamey au Niger, du 8 au 11 janvier 2007.

Cet événement représente une contribution significative du CECI à la Décennie de l'ONU pour l'alphabétisation 2003–2012 et à la campagne mondiale Éducation pour tous. « Après des années de travail dans le domaine du développement international, j'ai compris qu'on ne peut pas faire de développement si les personnes ne sont pas alphabétisées. Pendant le Forum, cet enjeu m'a sauté aux yeux. Bien peu a été fait depuis 30 ans. Le montant des budgets de l'Éducation consacré à l'alphabétisation non formelle est inférieur à 1 % dans la plupart des pays présents au Forum, alors que ces derniers comptent environ 75 % de personnes analphabètes », souligne Pierre Racicot.

Le FORIENF a réuni plus d'une centaine de professionnelles et de professionnels de l'alphabétisation en provenance de plusieurs pays africains (Mali, Burkina Faso, Sénégal, Guinée et Maroc) ainsi que des partenaires canadiens, la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec et la Fondation Richelieu International. Les échanges entre les participants ont permis de débattre autour des enjeux stratégiques, politiques et financiers de l'éducation de base et de partager sur des pratiques innovatrices en alphabétisation. L'équipe du CECI y a présenté la stratégie du *faire faire* où l'État confie les services d'alphabétisation à des partenaires de la société civile, des opérateurs à but non lucratif. ►

« Un progrès notable a été accompli depuis la mise en œuvre de cette stratégie : les femmes sont maintenant majoritaires dans les inscriptions dans les centres d’alphabétisation et les taux de réussite ont enregistré une augmentation significative », a souligné Yahouza Ibrahim, directeur du CECI au Niger. Une brochure et un film ont été produits à la suite de

cette rencontre internationale, qui a obtenu l’appui logistique du programme Uniterra et l’appui financier de l’UNICEF et de l’ACDI. ●

Pour vous les procurer, veuillez vous adresser au service des publications du CECI par courrier électronique : publication@ceci.ca

Lire, écrire et compter... Ces connaissances de base manquent encore à plus de 800 millions de personnes dans le monde ; les deux tiers sont des femmes et 104 millions, des enfants.

ALPHABÉTISATION : DES PONTS ENTRE LE NORD ET LE SUD

Le Programme de développement de l’éducation non formelle (PRODEF) au Niger a pour objectif d’alphabétiser 65 000 personnes d’ici 2008 à travers tout le pays. Il s’appuie sur des alliances Nord-Sud et Sud-Sud afin de favoriser les échanges sur les problématiques, les modèles et les réussites. Le Réseau international et solidaire d’opérateurs et d’acteurs en alphabétisation, avec lequel le CECI collabore activement, travaille en appui à ces initiatives.

Des missions d’échanges se tiennent aussi entre des organisations canadiennes et africaines. Les résultats sont mobilisateurs et inspirants pour les participants du Nord comme du Sud, comme en

témoigne Martine Fillion, de l’organisme montréalais Atelier des lettres et représentante du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec : « Malgré des contextes d’intervention très différents sur le terrain, nos luttes sont les mêmes. On parle de pauvreté, on parle d’exclusion. De plus, nous partageons les mêmes principes, les mêmes valeurs. Que l’on soit à Niamey, à Dakar ou à Montréal, l’alphabétisation n’est pas une fin en soi, mais un outil d’action. À partir du moment où j’ai pu vérifier ça, il est devenu évident que l’on pouvait travailler ensemble, c’est-à-dire partager nos savoir-faire ». ●



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ
المادة سيّد دو
الموضوع: فنّد گند
فنّد گند
بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ
1 - سَنَد - 2 - سَنَد
3 - سَنَد
4 - مَرْتَبَت - 5 - سَبْقَارِي
6 - سَبْقَارِي
7 - گند گندی
8 - گندی
د گند گندی
سید دو رنو گندی
از بنت گندی
گندی گندی
گندی گندی



DR
OITS

AU NÉPAL, FEMMES ET INTOUCHABLES

Un long combat pour l'égalité

Un cinquième de la population du Népal appartient à la caste des Intouchables, les *Dalits*. Si les hommes, comme les femmes *Dalits*, souffrent de discrimination sociale, les femmes sont doublement discriminées. « La culture népalaise est patriarcale. En plus, les femmes *Dalits* vivent des problèmes de violence conjugale et de harcèlement sexuel, sans parler des pratiques traditionnelles comme le mariage forcé », indique la directrice de la FEDO, Durga Sob.

Basée à Katmandou, la *Feminist Dalit Organization* (FEDO) est présente dans 27 districts du Népal. L'organisation milite pour l'inclusion sociale des *Dalits* auprès des services sociaux et des instances gouvernementales locales. Ses actions et projets sont diversifiés pour lutter plus efficacement contre l'exclusion sociale et la pauvreté des femmes. Par exemple, un programme de micro-crédit permet aux femmes de démarrer une petite entreprise. « Nous savons que l'élimination de tous les préjugés ne se fera pas du jour au lendemain. Le système de castes existe depuis des siècles. Nous demandons aux gens de réfléchir à leurs actions et à leurs répercussions sur les communautés marginalisées », souligne Mme Sob.

La collaboration d'une volontaire Uniterra, intervenante en inclusion sociale et égalité des sexes, permet à la FEDO d'offrir une formation complète à ses employés à Katmandou, qui pourront par la suite former les travailleuses et travailleurs des autres districts. « L'appui d'Uniterra nous permet d'élargir notre réseau et d'obtenir le soutien d'autres organisations internationales qui militent pour les droits et la citoyenneté des femmes », explique Mme Sob. La FEDO a été très active en cette année d'adoption d'une nouvelle constitution et d'élections parlementaires au Népal, les premières depuis 1999. Le projet *Jana Awaaj* — la voix des peuples en népalais — favorise la participation des communautés exclues, en particulier les femmes, au processus de constitution de la nouvelle assemblée. Des structures nationales aux structures locales, les actions menées dans le cadre de *Jana Awaaj* visent à influencer le contenu de la constitution pour qu'elle soit juste et inclusive. « Le nouveau texte constitutionnel doit prendre en considération les droits des femmes et des hommes *Dalits* et stipuler que les comportements discriminatoires ne sont pas tolérés », explique la directrice de la FEDO. ●

24
—
25

PRODUCTRICES DE KARITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Miser sur le partage et l'échange

Le CECI œuvre auprès des productrices de beurre de karité du Burkina Faso depuis 15 ans. Aujourd'hui, l'Union des groupements de productrices des produits de karité de la Sissili/Ziro (UGPPK) et l'association Songtaaba réunissent plus de 4 000 productrices. Le CECI appuie également les productrices de karité du Mali depuis 2001 et celles du Niger et de la Guinée depuis deux ans. Pour favoriser les échanges entre les groupements, des rencon-

tres inter-Afrique ont eu lieu en 2006-2007. Élise Guiro, une collaboratrice de l'UGPPK, s'est rendue en Guinée en 2006 pour transmettre son expertise à ses homologues. En mars 2007, ce fut au tour d'un groupe de huit conseillères et productrices du Niger de rendre visite à l'UGPPK dans le but d'en savoir plus sur la structure organisationnelle de l'Union et s'inspirer du principe de la production groupée dans des centres de distribution. ►

Ce voyage d'échange a bénéficié de l'aide du Ministère des relations internationales du Québec et du programme Uniterra. Le groupe du Niger en a profité pour assister aux rencontres de concertation de l'*Initiative Karité* à Ouagadougou les 26 et 27 mars 2007, une action conjointe du CECI et de sept agences de coopération volontaire canadiennes.

Une étude de marché de six pays d'Afrique de l'Ouest y a été présentée dans le but d'aider les groupements de productrices à déterminer la meilleure façon de commercialiser leurs produits localement, de les exporter ou d'obtenir la certification équitable.

Le Mali, la Guinée et le Ghana étaient également au rendez-vous. « Chaque groupe de productrices a apporté ses produits et a pu les comparer avec les autres », explique Philippe Fragnier, coordonnateur du programme karité au CECI. Cela leur a permis d'échanger de l'information sur les techniques de transformation du beurre et de voir les nouveaux emballages des produits de la Coopérative de Siby au Mali, réalisés avec l'appui de la volontaire Amélie Binette.

Cette dernière a travaillé sur des stratégies de marketing qui ont permis à la coopérative de commercialiser son beurre dans les supermarchés de Bamako. « Grâce à l'appui marketing fourni par Amélie Binette, les productrices de karité de Siby ont augmenté de 500 % leurs revenus de la vente du beurre en moins d'un an », souligne Élisée Sidibé, secrétaire permanent de l'Association Conseil pour le Développement. ●

© MYRIAM FEHMU

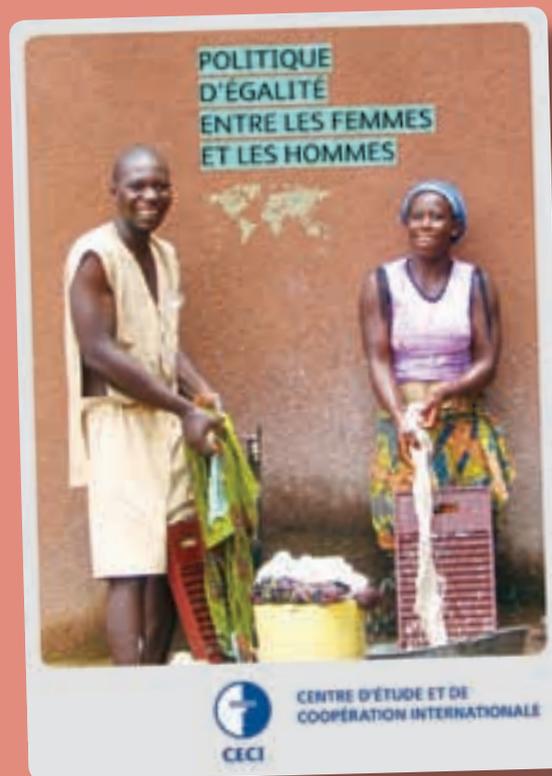


Les inégalités entre les femmes et les hommes persistent toujours à travers le monde. Au cours de la dernière année, le CECI a mis à jour sa politique Femmes et développement, instaurée il y a 12 ans. Résultat d'un travail de consultation à l'interne et sur le terrain, une nouvelle *Politique d'égalité entre les femmes et les hommes* était finalisée en mars 2007. Les mots d'ordre : responsabilité, action et vigilance.

« La promotion des droits des femmes est au cœur des priorités du CECI », explique Hélène Lagacé, qui travaille au Centre de formation, étude et conseil (CFÉC) du CECI. Avec cette politique révisée, le CECI prend acte du contexte actuel et des nouveaux défis en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Son objectif est de contribuer à la transformation des rapports inégalitaires entre les sexes et de faire en sorte que les interventions du CECI bénéficient autant aux femmes qu'aux hommes. La politique prévoit, par exemple, de mettre en place des mesures spécifiques qui facilitent une participation significative des femmes et des populations exclues ainsi que la prise en compte de leurs besoins et intérêts.

« Il n'y a pas de développement possible si le développement ne favorise pas l'autonomie à la fois des femmes et des hommes », croit Mme Lagacé. Pour que dès le départ, le personnel du CECI soit sensibilisé à cette politique d'inclusion, l'organisation a mis en place plusieurs mécanismes. « Il faut entre autres faire circuler l'information, donner des outils d'analyse, tant à l'interne que sur le terrain », affirme la spécialiste.

À cet égard, des formations pour le nouveau personnel du CECI et pour les volontaires, des fiches d'information abordant des questions spécifiques liés aux enjeux genre et développement, dont une série sur l'égalité et le VIH/SIDA lancée récemment sur le site du CECI, et la mise au point d'une grille



d'analyse genre et développement sont autant d'exemples de l'application concrète de la politique. Cette grille d'analyse, par exemple, fait partie intégrante du système de gestion de l'information du CECI et fait en sorte que chaque responsable de projet est dans l'obligation de mettre en lumière les enjeux qui touchent particulièrement la question des droits des femmes dans leur projet.

« Le CECI par cette politique réaffirme sa volonté institutionnelle de travailler résolument pour les droits des femmes. L'ensemble de l'organisation renouvelle ainsi son engagement dans cette voie avec son Conseil d'administration à la barre et son comité institutionnel genre et développement qui en assure le suivi au quotidien », conclut Mme Lagacé. ●

P



AIX

LA SOCIÉTÉ CIVILE AU CŒUR DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA PAIX

L'établissement d'une société civile bien organisée et apte à jouer son rôle de porte-parole des populations est nécessaire à l'équilibre de la démocratie, avant comme après les élections. En Haïti, dans les Grands Lacs africains et au Népal, les équipes du CECI et leurs partenaires travaillent en faveur de la participation populaire et du renforcement des organisations.

Après des années de conflit, le Népal entreprenait cette année une nouvelle étape vers la paix sociale et la démocratie. Mais pour que la paix soit durable, il est important, selon Thérèse Bouchard, responsable de l'Unité droits, paix et démocratie du CFÉC au CECI, que les populations participent au processus de paix. « La population sur le terrain désire être entendue. Un grand nombre de citoyennes et de citoyens ont l'impression d'avoir toujours été tenus à l'écart; ils veulent maintenant être entendus et prendre part à l'élaboration d'une nouvelle constitution et à l'élection de leurs représentants », explique Mme Bouchard.

Le défi est de trouver le moyen d'atteindre tous les coins du pays et de faire connaître à ces populations leurs devoirs et leurs droits civiques. « Les populations marginalisées sont difficiles à atteindre, pourtant, elles désirent prendre part à l'ordre du jour national », ajoute-t-elle, soulignant que le CECI travaille avec la *Federation of Community Forestry Users* du Népal, partenaire du CECI et l'association nationale qui rejoint le plus de monde, particulièrement les populations pauvres et marginalisées.

Instruire les électrices et les électeurs sur leurs devoirs et leurs droits civiques représente un grand défi, mais ce sont des conditions essentielles à une

paix et un développement durables. Par le biais d'activités de formation, de consultation populaire et d'échanges, le projet *Jana Awaaj* soutient la participation des populations exclues au processus démocratique.

Depuis 2002, le CECI appuie le projet *Action citoyenne pour la paix* (ACIPA) qui mène des projets pour la prise de conscience des engagements concrets pour la paix et la résolution pacifique des conflits. ACIPA mène ses activités au Burundi, au Rwanda et dans les provinces du Nord et du Sud Kivu en République démocratique du Congo. Auprès des femmes, des jeunes, des décideurs locaux et de l'ensemble des communautés, le projet ACIPA a contribué à bâtir la paix par la sensibilisation aux valeurs démocratiques, au respect des droits humains et à l'accès à une information diversifiée et non partisane. De toutes ces initiatives, élaborées par les communautés, émergent peu à peu des changements sociaux et politiques essentiels à la stabilisation et le développement de la région.

De plus, ACIPA a permis aux organisations citoyennes de mieux se structurer et, surtout, de se connaître et de travailler ensemble au profit d'une démocratie renforcée. La mise sur pied de comités nationaux dans les trois pays qui œuvrent à la Dynamique de la société civile sur l'action commune, la DYSCAC, contribue à solidifier la société civile et lui permet d'élaborer des plaidoyers communs et ainsi d'influencer les décisions politiques. La DYSCAC est devenue un interlocuteur incontournable dans le cadre des travaux de la Conférence Internationale pour la paix dans les Grands Lacs, initiés par l'Organisation des Nations Unies et l'Union Africaine. ►

En Haïti, la pauvreté et l'insécurité mettent en péril les initiatives de développement. Le pays connaît toujours des manifestations de tension sociale et de violences armées. Il y sévit aussi un climat général de méfiance entre les organisations de la société civile et les autorités gouvernementales.

Le projet *Promotion de la paix et Éducation à la citoyenneté démocratique en Haïti* travaille à la promotion des principes de la citoyenneté, des droits de la personne et de la négociation par le dialogue

comme méthode de transformation des conflits. Dans les communes de Ouanaminthe, Mont-Organisé, Capotille et Carice, les activités du CECI permettent d'augmenter la participation active de citoyennes et de citoyens engagés et informés, en particulier auprès des femmes et des jeunes. Le projet vise à mettre en place des conditions concrètes pour favoriser une culture de participation civique, essentielle au développement durable et équitable de la région. ●

LA PRÉVENTION DES CRISES, UNE CLÉ DU DÉVELOPPEMENT

Au Vietnam comme au Niger, la prévention et la participation active des communautés représentent des conditions essentielles à la sécurité et au développement durable. La sécurité alimentaire se définit comme « l'accès permanent de toutes et tous aux denrées alimentaires nécessaires pour mener une vie saine et active ». Aux prises avec des crises cycliques de famine, le Niger doit relever le défi majeur de la sécurité alimentaire. Le pays connaît une forte croissance démographique et des conditions précaires de production qui ont de grandes conséquences sur les conditions de vie de la population.

AU NIGER

Cette année, le CECI et ses partenaires ont mené la première phase d'une intervention plus globale du CECI de renforcement de la sécurité alimentaire au Niger. Des comités de surveillance et des plans de sécurité alimentaire ont été établis dans 25 villages des communes de Tébaram et d'Aboukounou de la région de Tahoua, la région la plus affectée par

la crise alimentaire. Ces comités établissent leur propre plan de sécurité alimentaire et mettent sur pied des banques céréalières villageoises, gérées par des comités locaux. Le cercle vicieux des crises alimentaires démontre l'importance d'agir en post-crise afin de réduire la vulnérabilité des populations face aux conditions de production et aux situations conjoncturelles comme les sécheresses et les catastrophes naturelles. Le CECI, dont l'expertise et l'expérience sont basées sur des valeurs de renforcement des capacités de ses partenaires et de développement durable, mise sur des stratégies de prévention des crises et une mobilisation pour des solutions durables.

AU VIETNAM

Présent au Vietnam depuis 10 ans, le CECI travaille dans une soixantaine de communautés particulièrement exposées aux intempéries saisonnières, de plus en plus sévères compte tenu des changements climatiques. ►





© PATRICK ALLEYN

Depuis la terrible inondation de 1999, le CECI appuie les populations les plus pauvres du centre du Vietnam, dans les régions de Hué et de Danang, à se préparer aux désastres naturels. Ses animateurs réunissent les autorités locales et les habitants des communautés vulnérables afin d'élaborer des plans pour parer aux dangers.

De nombreux projets ont donné les moyens d'élaborer des plans d'action et d'évacuation pour diminuer les effets des catastrophes naturelles. Des consultations populaires sur l'occupation et l'aménagement du territoire ont permis à de nombreuses familles d'être mieux préparées et mieux outillées face aux cataclysmes.

Au début d'octobre dernier, le typhon Xangsane — éléphant en langue lao —, frappe le Vietnam, dévastant plus particulièrement les régions de Hué et de Danang. Plus de 240 000 maisons sont détruites, tandis que des centaines de bateaux de pêcheurs sont emportés par les flots et qu'une dizaine de milliers d'hectares de terres agricoles est ravagée. Des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes se retrouvaient brutalement sans abri ni moyens de subsistance. Toutefois, le nombre relativement peu élevé de décès permet de constater que la population a pu, malgré tout, mieux se protéger de cette catastrophe.

Le programme de secours du CECI comportait trois volets : distribution de vivres, de semences de riz et de légumes et reconstruction des maisons pour les plus démunis. Pour répondre aux défis des effets terribles des changements climatiques sur les populations les plus démunies, le CECI opte pour une participation active des premières victimes potentielles en misant sur leur participation aux décisions et à la mise en place des plans d'évacuation, de limitation des risques et d'adaptation. ●

AGIR MALGRÉ LES CONFLITS

Au fil des années, le CECI a développé une importante expertise dans l'intervention en zone de conflits. Il s'est illustré particulièrement dans trois projets menés en 2006–2007.

En janvier 2007, le CECI tenait au Népal une conférence sur *Le développement durable dans un environnement de conflits* qui réunissait des participants népalais, mais aussi du Canada, des États-Unis, de l'Éthiopie, de la Somalie, de l'Ouganda, de l'Irak, du Cachemire et du Pakistan. Les thèmes principaux de la conférence portaient sur les défis du développement en zone de conflits, l'importance de la participation des collectivités et la promotion des droits humains dans une perspective de transformation sociale en faveur de la paix. La conférence a suscité des moments d'échanges importants, car malgré des contextes différents, les groupes sont confrontés aux mêmes défis du développement pour un monde plus juste et plus humain.

En février 2007, à l'occasion de la visite de son partenaire salvadorien, le Conseil national de sécurité publique — un intervenant majeur en prévention de la délinquance juvénile et en réhabilitation au Salvador — le CECI a organisé une rencontre entre des organismes canadiens et salvadoriens qui œuvrent auprès des jeunes délinquants. Les intervenants ont discuté de la réalité des jeunes impliqués dans les gangs de rue, ainsi que de prévention et de réhabilitation des délinquants. « Il existe beaucoup de similitudes entre des situations qu'on peut rencontrer au Guatemala, au Salvador et en Amérique du Nord », a souligné Sylvain Flamand, directeur de l'intervention pour l'organisme montréalais *Dans la rue*. Au Nord comme au Sud, ces échanges d'expertise renforcent les pratiques des organisations qui œuvrent auprès des jeunes.

La dernière année a aussi été marquée par les premières cérémonies de destruction des armes

dans le cadre du Projet sous-régional sur les armes légères et de petit calibre. Ce dernier se déploie dans les zones frontalières de la Guinée-Bissau, du Sénégal, de la Gambie et de la Guinée. Le métal fondu des armes détruites est récupéré et sert à la conception d'une sculpture sur le thème de la lutte à la prolifération des armes. « Ce sont des moments émouvants. Une façon d'affirmer haut et fort que les gens prennent en charge leur sécurité et osent parler ouvertement du problème des armes dans leur communauté », explique Suzanne Dumouchel, chargée de projets Afrique au CECI. ●



© DAVID CHAMPAGNE

NORD

SUD



Uniterra est un programme de cinq ans. À mi-parcours, il a déjà contribué au développement et au renforcement des capacités de 1 050 organisations. La dernière année a connu une forte mobilisation avec la participation de 409 volontaires.

Depuis trois ans, le programme Uniterra réunit des citoyennes et des citoyens, des organisations partenaires au Sud et au Canada et des entreprises en faveur de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement des Nations Unies. En Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, les volontaires Uniterra du Nord comme du Sud œuvrent quotidiennement à lutter contre la pauvreté et l'exclusion en appuyant des organisations sur le terrain. Au Canada, le programme mène des activités de sensibilisation du public sur les enjeux de développement international et soutient les groupes qui militent pour l'augmentation des budgets canadiens d'aide internationale et pour des règles commerciales plus justes. Uniterra est le fruit du partenariat entre le CECI et l'Entraide Universitaire Mondiale du Canada (EUMC).

La dernière année a connu une forte mobilisation avec la participation de 409 volontaires. « Nous comptons cette année plus de participation que prévu, grâce aux différentes formules utilisées. En somme, Uniterra a pu appuyer un plus grand nombre d'organisations », souligne Sylvain Matte, directeur du programme Uniterra. Uniterra est un programme de cinq ans. À mi-parcours, il a déjà contribué au développement et au renforcement des capacités de 1 050 organisations avec l'appui de volontaires et de partenaires du Canada et du Sud. « Nous favorisons aussi les échanges entre partenaires du Sud. Le partage des connaissances et des solutions permet la mise en œuvre de stratégies bien adaptées à leurs réalités », poursuit Sylvain Matte. Il ajoute que les partenaires définissent davantage leurs besoins, ce qui permet de trouver la personne la plus compétente

pour y répondre. « Par exemple, une organisation qui œuvre dans le domaine agroalimentaire souhaite améliorer son système de contrôle de qualité. Notre défi est de recruter un volontaire qui dispose de ces compétences spécifiques », dit-il.

D'autres thèmes sont propices à des partenariats entre des organisations canadiennes et du Sud. « Je pense notamment à l'analphabétisme qui sévit au Canada comme au Sud. Des partenariats se sont tissés entre des organisations en alphabétisation au Canada et au Sud. La tenue du Forum international sur l'éducation non formelle et l'alphabétisation au Niger a représenté un moment fort de la dernière année. Notre travail consiste non seulement à permettre de mieux comprendre les enjeux au Sud, il comporte aussi un volet important d'engagement et d'actions à poser au Canada », note Sylvain Matte. Les échanges entre des organisations de la Nouvelle-Écosse et du Malawi dans le secteur de l'agriculture ou encore le partenariat sur la santé entre des organisations maliennes et le Réseau québécois des intervenantes et intervenants communautaires en sont d'autres exemples concrets.

Au cours de la dernière année, Uniterra a maintenu son appui aux activités et aux initiatives de réseautage national et international en économie sociale, notamment celles du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire. « L'économie sociale est une réponse entrepreneuriale à la lutte contre la pauvreté et aux problèmes sociaux, elle représente un moyen de prise en charge des collectivités pour une gestion durable et intégrée de leur développement », explique le directeur d'Uniterra. ►

« Le Sommet de l'économie sociale au Québec, tenu en novembre 2006 a été une occasion de souligner le savoir-faire développé ici, mais aussi de réitérer la contribution que nous pouvons apporter au plan international », ajoute-il.

Uniterra a permis la participation de représentants du Sud à ce Sommet, en plus de travailler activement aux réflexions sur la solidarité internationale. « J'ai beaucoup appris pendant mon séjour. De mes contacts avec les organisations, mais aussi de mes discussions avec les gens que j'ai rencontrés à la Foire de l'économie sociale et du commerce équitable », dit Bissan Hawa Coulibaly, présidente de l'Association pour la valorisation des textiles et secrétaire chargée de l'artisanat du Réseau d'appui à la promotion de l'économie sociale et solidaire du Mali.

Son séjour de trois semaines au Québec en novembre 2006 lui a permis de mieux comprendre les goûts des consommateurs canadiens et de développer des relations et des partenariats avec des organisations en vue de faciliter la mise en marché des produits textiles maliens au Canada. Mme Coulibaly faisait partie d'une délégation de quatre volontaires du Sud du programme Uniterra participant à la Saison de l'économie sociale ainsi qu'aux Journées québécoises de la solidarité internationale de l'AQOCI.

DIFFÉRENTES FORMULES DE VOLONTARIAT

Afin de répondre le plus efficacement aux besoins de ses partenaires, Uniterra propose des approches innovatrices, diversifiées et flexibles qui s'adaptent aux réalités des volontaires et des partenaires. « Selon la situation, le volontaire peut se rendre à plusieurs

reprises pendant une année ou deux, d'autres partiront pour un mandat de deux ans et d'autres formules sont aussi possibles. Notre préoccupation est de déterminer la meilleure réponse aux besoins », explique le directeur d'Uniterra.

Le programme *Congé solidaire* en est une autre illustration éloquent. Des salariés d'entreprises canadiennes mettent leurs compétences professionnelles à la disposition d'un projet de développement au Sud durant leurs congés. L'entreprise qui participe au *Congé solidaire* pose un geste de responsabilité sociale en appuyant son employé qui devient volontaire international pour deux à trois semaines.

Les résultats de *Congé solidaire* sont rapides, concrets et utiles tout en permettant aux volontaires de s'initier à la coopération internationale. « J'ai vécu une expérience inoubliable que je revivrais n'importe quand. Les gens qui ont reçu la formation étaient très satisfaits des nouvelles connaissances que je leur ai apportées et m'ont dit que ma présence leur avait été bénéfique. J'espère qu'ils sauront mettre en pratique leur apprentissage. De plus, j'ai rencontré des gens très intéressants qui m'ont permis de découvrir la culture malienne. Je suis revenue avec plein de beaux souvenirs et de nouveaux amis avec qui je garderai contact malgré les milliers de kilomètres qui nous séparent », commente Stéphanie Boucher, conseillère aux ressources humaines chez Samson, Bélaïr / Deloitte & Touche de Montréal.

Mme Boucher a fait un séjour de deux semaines à Bamako au Mali. Elle avait pour mandat de donner de la formation en gestions des ressources humaines aux dirigeants élus des centres de santé communautaire, partenaires d'Uniterra. ●



© CARINE GUIDI CELLI

**AGIR POUR LES OBJECTIFS
DU MILLÉNAIRE POUR
LE DÉVELOPPEMENT**

**Réduire l'extrême pauvreté
et la faim**

**Assurer l'éducation primaire
pour tous**

**Promouvoir l'égalité et
l'autonomisation des femmes**

Réduire la mortalité infantile

Améliorer la santé maternelle

**Combattre le VIH / SIDA,
le paludisme et d'autres maladies**

Assurer un environnement durable

**Mettre en place un partenariat
mondial pour le développement**



© MVRJAM FEHMTU



AGRICULTURE

Dans le cadre du partenariat CECI avec la Fédération de la relève agricole du Québec, sept jeunes dans la vingtaine et spécialisés en agriculture, ont eu le mandat d'appuyer de jeunes maraîchers maliens dans leur travail quotidien de production de pommes de terre et d'oignons, en plus d'aménager des parcelles munies d'un système d'irrigation adapté aux cultures maraîchères en contre-saison. Les stagiaires ont aussi fait de l'animation d'ateliers de formation sur la diversification et l'intensification de la production maraîchère, ainsi que sur le fonctionnement associatif et coopératif. Les deux mois de travail se sont terminés sur l'élaboration d'un programme d'appui qui tient compte des difficultés à travailler avec des ressources limitées.

Ce stage a évidemment permis des échanges culturels sur les réalités du milieu rural québécois et malien. Étudiant en études internationales, le stagiaire **SAËL GAGNÉ-OUELLET** affirme : « Venir sur le terrain m'a procuré une meilleure compréhension de la coopération internationale ». Ce stage a été rendu possible grâce au programme Uniterra et le programme Québec sans frontières du **ministère des Relations internationales du Québec**. Le CECI vient de renouveler une entente de trois ans avec ce ministère pour la réalisation de stages en Afrique.

COOPÉRER, ÉDUIQUER, INFLUENCER

DÉVELOPPEMENT LOCAL

« Je suis en Guinée depuis déjà six mois. Le temps passe vite. Je n'ai pas eu l'occasion de tout voir, mais assez pour constater que la Guinée est un pays de contrastes. À titre de volontaire auprès de l'Union des pêcheurs artisans de Guinée, j'ai eu la chance de rencontrer des personnes qui, malgré le combat acharné qu'elles mènent tous les jours pour faire vivre leur famille, trouvent du temps pour améliorer les conditions de vie des autres. La façon dont le CECI-Guinée travaille sur le terrain est très stimulante pour ses partenaires. Chacun d'eux, en collaboration avec le CECI, a un rôle à jouer pour lutter contre la pauvreté. Il y a des actions qui peuvent se faire seul, mais d'autres doivent se faire ensemble pour maximiser les impacts. »

CLAIRE ROBITAILLE, conseillère en microfinancement

ÉCONOMIE SOCIALE

« Je veux te remercier pour ton évaluation en commercialisation, puisque j'ai gagné de nouveaux clients en suivant tes conseils de réseautage. »

CARLOS BORGES, chef d'entreprise, président de la Commission de manufactures et membre de l'Assemblée directive de AGEXPORT à Marc Pelletier, volontaire Uniterra au Guatemala, en appui de productivité et marketing

FEMMES ET DÉVELOPPEMENT

« La collaboration avec Audrey Baril, volontaire, nous a été d'un grand apport dans notre démarche de plaider pour combattre la violence exercée contre les femmes en Haïti. Elle nous a accompagnées dans le perfectionnement de notre rapport-bilan produit à partir des cas de violence enregistrés dans nos 21 centres d'accueil aux femmes, les Douvanjou. Des outils complémentaires de traitement des données ont été produits, favorisant ainsi une meilleure présentation du rapport-bilan. Une démarche plus collective pour la production du rapport a été également adoptée par l'équipe de la SOFA. »

OLGA BENOIT, coordonnatrice, axe de lutte contre les violences faites aux femmes, SOFA (Solidarité Fanm Ayisyen)

« Mon expérience de coopération en Haïti fut très enrichissante. J'ai eu la chance de découvrir un pays, une culture, un milieu de travail particulier et des gens intéressants et passionnés. Mes séjours en Haïti m'ont ouvert les yeux sur le monde. Dans un document produit en 2002, la SOFA estimait que huit femmes haïtiennes sur dix sont victimes de violence. Les apports au niveau de la lutte contre la violence faite aux femmes sont d'une importance capitale. Dans ce contexte, ma collaboration avec la SOFA avait pour objectif d'appuyer les travailleuses de l'organisation dans le perfectionnement de certains aspects des activités de plaider. Le rapport-bilan des cas de violence reçus dans les centres d'accueil et d'accompagnement de la SOFA a été amélioré, autant au niveau de la présentation, de la structure, du style que du contenu. Des recommandations concrètes quant à l'amélioration des processus de production et de diffusion du rapport-bilan sont également entre les mains de la SOFA. Je reviens d'Haïti avec un bagage de connaissances beaucoup plus grand en intervention et en relations interculturelles. »

AUDREY BARIL, conseillère en intervention féministe

38

—

39

MERCI À NOS DONATEURS!

Les donateurs suivants ont versé des contributions de 1000 \$ et plus, hormis ceux qui ont préféré garder l'anonymat.

Bouchard Thérèse
Bouquets Gourmets
Caisse Centrale Desjardins
Carmélites Déchaussées
CÉGEP du Vieux Montréal
Centre Missionnaire Ste-Thérèse
Commission Scolaire des Patriotes
Congrégation de Notre-Dame
Congrégation de Notre-Dame
du St-Rosaire
Filles de la Charité du Sacré-Cœur
de Jésus
Filles de Marie-de-l'Assomption
Filles du Cœur de Marie
Filles Réparatrices du Divin Cœur

Fondation Émilie Jauron
Fondation Richelieu International
Frères de St-Gabriel du Canada
Frères du Sacré-Cœur
Action démocratique du Québec
Howick Foundation
Gouvernement du Québec
L'Aide aux Missions
Le Cristal 9116-6363 Québec Inc
Malo France
Missionnaires Oblates
de Saint-Boniface
Nous les Enfants
Œuvres Hedwige Buisson
Pères du Très-Saint-Sacrement

Pères Jésuites
Pères Trinitaires
Siebert Anouk
Sisters of Saint Joseph of Toronto
Sœurs de l'Institut Jeanne d'Arc
Sœurs de la Charité d'Ottawa
Sœurs de la Charité de Saint-Hyacinthe
Sœurs de la Présentation de Marie
Sœurs de la Sainte-Famille de Bordeaux
Sœurs de Miséricorde
Sœurs de Saint-François d'Assise
Sœurs de Saint-Joseph
de Saint-Hyacinthe
Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier
Sœurs de Saint-Paul de Chartres

Sœurs de Sainte-Marthe
de Saint-Hyacinthe
Sœurs des Saints Noms
de Jésus et de Marie
Sœurs des Saints-Cœurs
de Jésus et de Marie
Sœurs Dominicaines de la Trinité
Sœurs Grises de Montréal
Sœurs Maristes
Sœurs Missionnaires
de l'Immaculée-Conception
Sœurs Servantes du Sacré-Cœur
de Marie
Ursulines de l'Union Canadienne

MEMBRES DE LA CORPORATION

ANCIENS COOPÉRANTS

BOUVETTE, André
HAVARD, Chantal
JOURNEAULT, Johanne
LAFRANCE, Myriam
LAVERGNE, Valérie
LEBLANC, Clémence
MARCEL, Caroline
MARCHESSAULT, Gigi
MORAIS, Nicole
NDEJURU, Radegonde
OUELLET, Marie-Marthe
PARENT, Élizabeth
POULIOT, Charles
PROULX, Nathalie
RIEL, Patricia
RINFRET, Louis-André
ROBERT, Brigitte
SAULNIER, Anne-Marie
SIMARD, Tony
TREMBLAY, Sylvie
VITEZ, François

MEMBRES VENANT DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

CHAURETTE, Michel
HÉBERT, Ernest
JODOIN, Michèle
JOHNSON, Pierre-Marc
JUNEAU, Pierre
LAVIGNE, Marc
PAL, Mariam
PAQUET-SÉVIGNY, Thérèse
PARENT, Lucie
RACICOT, Pierre
SAMSON, Michel
ST-JEAN, Benoît
VÉZINA, Monique

COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE

BERNIER, Marc-François
CORBO, Claude
CÔTÉ, Bernard
DÉCALUWÉ, Bernard
KEATON, Robert
MERCURE, Daniel
OUELLET, Richard
POTVIN, Fernand
SIMARD, Jean-François
TOUSIGNANT, Jacques
VINCELETTE, Jean

MEMBRES D'INSTITUTIONS RELIGIEUSES

BÉLANGER, Pierre, S.J.
BLONDEAU, Lucie SR
DUFOUR, Mario
GOULET, Louis-Joseph, S.J.
LAPIERRE, François MGR
LEDUC, Gisèle SR
LEFEBVRE, Marcel
LEVAC, Jacques, S.J.
LUSSIER, Gilles MGR
MORIN, Mireille SR

MILIEU DES AFFAIRES

BATRIE, Raymond
BEAULIEU, Christiane
BÉLISLE, Michel
BIBEAU, Pierre
BILLODEAU, Ronald
DELISLE, Marie-Andrée
DÉSILETS, Georges
DION, Pierre
LABONTÉ, Benoit
LEMARIER, Andrée
PICHETTE, Pierre
ROY, Raymond
TRUNG, Nguyen

AUTRE PROVENANCE

ALAVO, Yves
BAH, Boubacar
BOILY, Nicole
BOISVERT, Antonin
COTÉ, Pierre F.
JEAN, Michaëlle
LECLERC, Yvon
LETENDRE, Robert
MERVIL, Luck
NEAMTAN, Nancy
PAPINEAU, Claude
PROULX, Marie-Ève
SAINTE-MARIE, Paule
SAMSON, Annie
SAUVAGE, Danielle
SIMARD, Jean-François



AFRIQUE

DIRECTION AFRIQUE
SÉNÉGAL

Philippe Jean
Directeur régional
philippej@ceci.ca

Amadou Bah
Directeur régional adjoint
amadoub@ceci.ca



SÉNÉGAL

Babacar Guèye, directeur
babacarg@ceci.ca
Boulevard du Sud, Point E
B.P. 6112, Dakar-Étoile
T (221) 8.25.64.14
F (221) 8.25.32.38

BURKINA FASO

Adama Ouédraogo, directeur
adamao@ceci.ca
01 B.P. 3440, Ouagadougou
T (226) 50.36.29.92
F (226) 50.36.07.52

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Dian Diallo, directeur
diand@ceci.ca
B.P. 1385, Conakry
T (224) 60.22.06.74
(224) 64.20.19.38
C (224) 60.21.63.01

MALI

Al Assane Sanogo, directeur
alassanes@ceci.ca
Hamdalaye ACI 2000
Bamako, Mali
B.P. 109
Rue 284, porte 237
T (223) 229.48.44
(223) 675.71.30
F (223) 490.03.92

NIGER

Yahouza Ibrahim, directeur
yahouzai@ceci.ca
122, avenue du Mounio (IB-069)
Quartier Issa Beri
Commune II
B.P. 889, Niamey
T (227) 20.75.31.02
F (227) 20.75.24.41

GRANDS LACS AFRICAINS

BURUNDI
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO
RWANDA
Jovithe Mukaziya
Coordonnatrice du projet
Action citoyenne pour la paix
jmukaziya@yahoo.fr

AMÉRIQUES

DIRECTION AMÉRIQUES
BOLIVIE

Norman MacIsaac
Directeur régional
normanm@ceci.ca
Pasaje Juan J. Salgueiro # 2347
Sopocachi, B.P. 13520
La Paz
T (591) 2.241.1767
F (591) 2.241.2307

CANADA

Michel Chaurette
Directeur général
michelc@ceci.ca
3000, Omer-Lavallée
Montréal (Québec) H1Y 3R8
T (514) 875.9911
F (514) 875.6469

HAÏTI

Guypsy Michel, directeur
guypsym@ceci.ca
9, Rue M. Latortue, Musseau
B.P. 16104, Port-Au-Prince
T (509) 249.9585
F (509) 249.9577

EL SALVADOR

Alan Quinn, délégué
alanaq@ceci.ca
Avenida Hueytepec, N° F-10
Arcos de Santa Elena, Antiguo
Cuscatlan
T (503) 2221.3954
C (503) 7706.0619
F (503) 2289.1647

GUATEMALA

Flor de Maria Bolaños
Directrice
florb@ceci.ca
15 ave. «A» 19-61, Zona 13
Guatemala Ciudad
T (502) 23.32.13.97
F (502) 23.32.70.65

ASIE

DIRECTION ASIE
NÉPAL

Julia Sánchez
Directrice régionale
julias@ceci.ca

NÉPAL

Keshava Koirala, représentant
keshavak@ceci.ca
135 Naya Basti Marg,
Baluwatar
G.P.O. Box 2959, Katmandou
T (977) 14.41.44.30
F (977) 14.41.32.56

TADJIKISTAN

Amar Sainju, chef de projet
amars@ceci.ca
Hakim Karim Street #10
735700, Khujand
T (992) 34.22.40.173
F (992) 34.22.63.104

VIETNAM

Sunil Regmi, représentant
sunilr@ceci.ca
Block P, La Than Hotel
218 Doi Can Street
Ba Dinh District, IPO Box 233
Hanoi
T (844) 76.28.422
F (844) 76.28.423



CECI
3000, rue Omer-Lavallée
Montréal (Québec)
H1Y 3R8 Canada
T 514.875.9911
F 514.875.6469
info@ceci.ca
www.ceci.ca
www.publication.ceci.ca